

COVID-19 : JUSQU'À 463 000 EMPLOIS MENACÉS DANS L'INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE

Un risque historique pour la souveraineté industrielle française

Paris, sous embargo jusqu'au 26 juin 2020 – Strategy&, l'entité de conseil en stratégie d'entreprise du cabinet de conseil et d'audit PwC, dévoile les résultats d'une étude inédite, conduite à la demande de l'UIMM, sur l'impact de la crise sanitaire & économique sur l'industrie manufacturière. Le constat est alarmant : l'industrie manufacturière, fleuron de l'économie française, a été violemment touchée par la crise. Le mois de mars à lui seul a eu un impact sur la production industrielle a minima équivalent au choc pétrolier de 1974 et à la crise financière de 2008. Selon les trois scénarii étudiés par PwC, cette crise ne sera pas passagère : le risque de désindustrialisation du pays à horizon 2022 est ainsi historique, menaçant jusqu'à 463 000 emplois direct, et mettant à mal sa souveraineté industrielle. Mais alors, quelles pistes de rebonds envisager pour sauver l'industrie française ?

Un impact *a minima* équivalent au choc pétrolier de 1974 et à la crise de 2008

L'industrie manufacturière, recoupant toutes les industries de transformation des biens, est un fleuron de l'économie française : associée à l'industrie agroalimentaire, elle pèse environ 10% du PIB en 2019*. Le secteur emploie 2,1 millions de salariés sur l'ensemble du territoire. Cœur battant de l'économie, elle a généré 202 milliards € de valeur ajoutée en France**. Exportant 410 Mds € en 2019 (hors énergie et agroalimentaire), elle participe au rayonnement des territoires au-delà des frontières. Elle est par ailleurs le contributeur majoritaire à l'innovation en France, finançant 75% des dépenses de R&D privées.

La croissance du secteur, continue depuis 2015, s'est vue stoppée net dans son élan en mars 2020 avec la crise du Covid-19. L'activité du premier trimestre 2020 a connu une chute violente : le mois de mars à lui seul a eu un impact sur la valeur ajoutée industrielle (7%) supérieur au choc pétrolier de 1974 et à la crise de 2008. Le cumul sur le semestre sera du jamais vu depuis la fin de la seconde guerre mondiale.

L'ensemble des activités industrielles manufacturières ont été impactées durant le confinement : la fabrication d'équipements électriques, électroniques et informatiques (-61%), la fabrication de matériel de transport (-69%), ou encore la fabrication d'autres produits industriels (-43%).

Si la crise n'a pas de frontières, l'activité industrielle française est l'une des plus impactées en Europe, juste avant l'Italie et quasiment à égalité avec l'Espagne. L'industrie allemande quant à elle semble mieux résister.

Qui plus est, la crise est annoncée sur la durée. En effet, contrairement à d'autres secteurs dont l'activité peut reprendre assez rapidement, les métiers de l'industrie manufacturière seront impactés sur plusieurs semestres.

Si rien n'était fait, des perspectives alarmantes à horizon 2022

A l'aune de ce constat historique, PwC s'est penché sur trois scénarii (pessimiste, central et modéré), pour évaluer l'impact de la crise sur l'industrie manufacturière à horizon 2022, si aucune mesure de soutien n'était mise en place. Ces derniers ont été élaborés sur la base d'études économiques sur les crises sanitaires, de déclarations de dirigeants interrogés par PwC et de la plupart des études récemment publiées.

La crise risque de provoquer un drame sans précédent pour l'emploi sur plusieurs années : elle menacerait entre 187 000 et 463 000 emplois directs* dans l'industrie manufacturière**, incluant 81 000 emplois non créés, un drame pour l'avenir de la filière, qui a besoin de former et d'attirer de nouveaux talents pour son rebond. Au total, ces emplois menacés représenteraient 15% des emplois industriels en France.

Environ le tiers des emplois menacés par la crise en France** serait ainsi dans le secteur manufacturier**, en faisant un des secteurs les plus touchés par la crise.

La souveraineté industrielle française menacée

Cette crise sociale conduira à une nouvelle mise à mal de la souveraineté industrielle du pays. En effet, les défaillances d'entreprises manufacturières augmenteraient en moyenne de 28% par rapport à 2019, impactant aussi leur refinancement. Les entreprises industrielles qui perdront de l'argent (avant impôt) pourraient doubler, et passer d'environ 20% à 45% entre 2020 et 2021.

« *Il existe par ailleurs un risque de controverse entre la volonté de soutenir la relocalisation de la production en France, affichée dans les discours du Gouvernement, et le contrôle des entreprises industrielles qui se délocaliserait - via des prises de participations de fonds d'investissement notamment* », ajoute **Olivier Lluansi, Associé PwC en charge du secteur industriel au sein de Strategy& et auteur de Vers la renaissance industrielle, Editions Marie B. (2020).**

La balance commerciale suscite elle aussi de très fortes inquiétudes : l'aéronautique, qui constitue un des moteurs de la balance commerciale en France, est aussi un des secteurs les plus impactés par la crise. Quant à l'automobile, déjà déficitaire de 15 milliards € dans la balance commerciale, elle risque de l'être encore plus dans les années à venir.

Ainsi, la survie de l'industrie française est en jeu. La baisse de la valeur ajoutée cumulée de l'industrie manufacturière est estimée en moyenne à 75 milliards € sur la période 2020-2022, présentant un risque historique de désindustrialisation.

Cet effondrement pourrait amener l'industrie manufacturière et l'industrie agroalimentaire à décrocher de la barre symbolique des 10% du PIB et se rapprocher des 9%. A lui seul, le poids de l'industrie manufacturière pourrait baisser de 0,7 points une année, une vitesse de décroissance équivalente à celle de la crise financière de 2008.

Entreprises, Régions, Etat, Europe : une mobilisation collective pour sauver et reconstruire l'industrie française

Pour tenter d'aider l'industrie à se reconstruire, les entreprises pourront privilégier trois axes, outre les questions de trésorerie omniprésentes.

L'enjeu premier est la **sauvegarde des compétences** : le dialogue social sera ainsi essentiel pour préserver les savoir-faire et éviter au maximum les départs irremplaçables dans les 18-24 mois à venir. Les annonces de mercredi 24 juin ouvrent des possibilités supplémentaires bienvenues.

Le tissu productif français devra aussi faire preuve de **solidarité en relocalisant une partie des approvisionnements** pour accroître l'utilisation des capacités productives françaises : « *Il est primordial de sécuriser les chaînes d'approvisionnement, en relocalisant une partie, commente Olivier Lluansi. Cette localisation devra s'accompagner d'une promotion des labels 'Made in France' ou 'Origine Garantie France'. En complément, une clarification des textes sur la traçabilité et sur l'origine faciliterait l'exercice* ».

Autre chantier de taille pour les entreprises : **repenser leur modèle d'affaires et faire preuve d'audace**, afin de se projeter pleinement dans l'industrie de demain.

L'Etat et les Régions auront un rôle déterminant pour sauver l'industrie, en prenant des mesures de soutien efficaces, notamment sur la question des fonds propres. « *Aujourd'hui, une capacité de financement est disponible. Mais le véritable enjeu, si la France souhaite conserver sa souveraineté économique, ne concerne pas que la production. Elle englobe également notre capacité à financer les entreprises et, pourquoi pas mobiliser une partie des économies des ménages français pour les flécher vers notre outil productif, ou un fond souverain* », **souligne Olivier Lluansi.**

L'Etat et les Régions devront aussi mettre en place des mesures structurantes pour accompagner l'investissement dans l'industrie et la soutenir via une politique de commande publique ciblée : en privilégiant les grands programmes plutôt que l'achat d'équipements, l'investissement pour moderniser l'outil productif, ou encore en accompagnant au plus près la transition écologique du secteur.

Dynamisés par l'industrie, les territoires risquent d'être sinistrés par les dégâts considérables de la crise : l'Etat et les Régions devront aussi se saisir de cet enjeu, pour accompagner leur relance et leur attractivité, en s'appuyant notamment sur le télétravail, démocratisé par le confinement.

La survie de l'industrie manufacturière française se jouera enfin à l'échelle de l'Europe : plus que jamais, l'ajustement carbone devra s'envisager à l'échelle européenne, pour être plus efficace et ne pas creuser encore plus d'écart entre l'industrie européenne et les autres pays.

Il faut par ailleurs encourager les réflexions de fond sur la politique commerciale européenne, sa réciprocité et plus globalement sur la concurrence. Enfin, la survie de l'industrie française passera également par le développement de projets coconstruits à l'échelle européenne :

« *A l'image de ce qui fut fait dans les années 1960 comme Ariane Espace ou Airbus, Il est temps de relancer ces grands projets européens de collaborations industrielles, appliqués aux enjeux de demain, comme l'IA ou encore la mobilité décarbonée. L'Airbus des batteries n'est qu'un premier pas.* », **conclut Olivier Lluansi.**

Pour recevoir les résultats de l'étude PwC, [cliquez ici](#)

[Je souhaite m'entretenir avec Olivier Lluansi au sujet de l'étude](#)

* source : publications de la DGE

**source : estimation PwC basée sur données historiques INSEE

** non créés et/ou menacés

*** 800 000 emplois - [source : Ministère de l'Economie](#)

Contacts presse

Alice Augeraud

Agence Hopscotch

01 58 65 00 54

aaugeraud@hopscotch.fr

A propos de Strategy&

Strategy& est une équipe mondiale d'experts dans le domaine du conseil en stratégie. Elle aide ses clients à réaliser leur potentiel et à résoudre leurs problèmes les plus complexes en les accompagnant dans l'élaboration et la concrétisation de leur vision. Elle conjugue un siècle d'expérience en conseil en stratégie avec l'expertise fonctionnelle et sectorielle du réseau PwC. Strategy& est membre du réseau PwC, présent dans 157 pays et regroupant 276 000 collaborateurs engagés au bénéfice de la qualité de service pour leurs clients et partenaires, dans les domaines du conseil, des transactions, du juridique & fiscal, de l'audit et de l'expertise comptable.

À propos de PwC France et pays d'Afrique francophone

PwC développe en France et dans les pays francophones d'Afrique des missions de conseil, d'audit et d'expertise comptable, privilégiant des approches sectorielles.

Plus de 276 000 personnes dans 157 pays à travers le réseau international de PwC partagent solutions, expertises et perspectives innovantes au bénéfice de la qualité de service pour clients et partenaires. Les entités françaises et des pays francophones d'Afrique membres de PwC rassemblent 6 400 personnes couvrant 23 pays. Rendez-vous sur www.pwc.fr

En se mobilisant au quotidien pour conseiller et accompagner ses clients dans leur réussite, PwC contribue à la dynamique de l'économie française.

A travers ses études et ses analyses d'experts, PwC s'engage également à anticiper les économies du futur et à développer les nouveaux usages technologiques. Enfin, en apportant des solutions pour maîtriser les risques, PwC crée de la confiance entre les acteurs et sécurise le cœur de l'économie française.

PwC France a lancé le mouvement #LetsGoFrance pour valoriser tous ceux qui travaillent à la réussite de l'économie française. Rejoignez-nous et agissons ensemble : letsгоfrance.fr

« PwC » fait référence au réseau PwC et/ou à une ou plusieurs de ses entités membres, dont chacune constitue une entité juridique distincte. Pour plus d'informations, rendez-vous sur le site www.pwc.com/structure